

Les travailleurs sans papiers de Chronopost Alfortville devant la DIRECCTE 94 (ministère du Travail)

Le jeudi 18 juillet à 11H

Depuis le 11 juin, des dizaines de **travailleurs sans papiers** de Chronopost sont en lutte. Ils sont installés, avec des centaines d'autres travailleurs sans-papiers, devant **l'agence Chronopost d'Alfortville** pour exiger leur régularisation, victimes d'un système de sous-traitance en cascade qui permet à Chronopost de traiter ses colis à des coûts de production toujours plus bas.

Les travailleurs sans papiers sont de la main d'œuvre sans défense et sans droits pour ces patrons sans scrupules (heures sups. impayées, contrats non reconduits en cas de maladie...).

Rappelons que Chronopost est une filiale à 100% de La Poste, elle-même appartenant totalement à l'Etat, et donc soumise à la tutelle du gouvernement.

Depuis le 11 juin, la Direction du Groupe La Poste, comme celle de Chronopost, fuient leurs responsabilités en faisant semblant d'ignorer les pratiques de leurs sous-traitant dans leurs propres locaux, sur leurs lignes de production !

Mardi 11 juillet, plus de 300 travailleurs et soutien ont manifesté devant le siège national de Chronopost, avec le soutien de nombreux élu-es et porte-paroles de mouvements politiques et syndicaux. Cela a été l'occasion de dénoncer la duplicité et l'attitude de déni permanent des patrons de Chronopost.

La préfecture du Val de Marne, quant à elle, n'a pas donné de nouvelles depuis une rencontre avec une délégation de travailleurs et leurs soutiens à la mairie d'Alfortville, le 2 juillet.

La mobilisation continue donc, massive et déterminée.

Jeudi 11 juillet, nous interpellons le ministère du Travail, en nous rassemblant à 11 heures devant la DIRECCTE 94, immeuble Le Pascal, 101 avenue du Gal. De Gaulle, Créteil (centre commercial Créteil Soleil).

- **La Poste doit donner les documents et embaucher ces travailleurs !**
- **L'Etat doit les régulariser !**



Avec le soutien de



CGT-TEFP 94